

ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

G/SPS/N/NLD/16

18 novembre 1997

(97-5051)

Comité des mesures sanitaires et phytosanitaires

NOTIFICATION

1.	Membre de l'Accord adressant la notification: <u>PAYS-BAS</u> Le cas échéant, pouvoirs publics locaux concernés:
2.	Organisme responsable: Ministère de l'agriculture, du patrimoine naturel et de la pêche Office des aliments pour animaux
3.	Produits visés (numéro(s) du tarif figurant dans les listes nationales déposées à l'OMC. Les numéros de l'ICS peuvent aussi être indiqués, le cas échéant): Aliments pour animaux de compagnie
4.	Intitulé et nombre de pages du texte notifié: Décret de 1997 sur les critères microbiologiques applicables aux aliments pour animaux de compagnie (3 pages)
5.	Teneur: En application du Décret de 1997 sur l'hygiène dans la production et le commerce des aliments pour animaux de compagnie, les entreprises concernées sont tenues de prendre toutes les mesures appropriées pour que les aliments pour animaux de compagnie ne soient pas contaminés par des germes. Concrètement, le décret notifié définit des critères microbiologiques auxquels doivent satisfaire les aliments secs, les aliments demi-secs et les aliments pasteurisés et stérilisés mis dans le commerce.
6.	Objectif et justification: Protection de la santé des personnes et des animaux
7.	Il n'existe pas de norme, directive ou recommandation internationale [X]. S'il existe une norme, directive ou recommandation internationale, indiquer, si possible, les dérogations à celle-ci:
8.	Documents pertinents et langue(s) dans laquelle (lesquelles) ils sont disponibles: Loi sur l'organisation de l'industrie Règlement portant création des offices de produits agricoles Décret de 1997 sur l'hygiène dans la production et le commerce des aliments pour animaux de compagnie
9.	Date projetée pour l'adoption: Décembre 1997

10.	Date projetée pour l'entrée en vigueur: Décembre 1997
11.	Date limite pour la présentation des observations: 10 décembre 1997 Organisme ou autorité désigné pour traiter les observations:
12.	Entité auprès de laquelle le texte peut être obtenu: point national d'information [X] ou adresse, numéro de téléfax et adresse électronique (le cas échéant) d'un autre organisme: